

ABDELHAKIM BERROUK, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CMA :

«Nous appelons les travailleurs à une adhésion massive»

Entretien réalisé
par Fatma Haouari

Le Soir d'Algérie : Vous organisez le premier symposium sur le mouvement mutualiste en Algérie. Pourquoi le choix d'un tel sujet et pour quel but ?

Abdelhakim Berrouk : Nous sommes dans un contexte de mondialisation et d'ouverture libérale qui met à mal les travailleurs et rend leur couverture sociale fragile. Le mouvement mutualiste a toujours accompagné les travailleurs dans leur combat pour une vie décente, en les préservant des coups durs et des vicissitudes du temps.

Le mouvement mutualiste s'inscrit dans une approche d'économie sociale. Les caisses mutuelles, y compris la CMA, sont à but non lucratif. Elles ne sont pas là pour faire du commerce ou engranger des bénéfices mais pour répondre à des besoins bien précis de leurs adhérents.

Elles ont pour objectif d'apporter une couverture sociale complémentaire. Il se trouve que la CMA fête son quarantième anniversaire, et l'urgence d'un débat autour du mouvement mutualiste s'est imposé à nous quand on a vu qu'il y a une anarchie dans ce secteur et une méconnaissance des travailleurs de leurs droits et des avantages qu'ils peuvent tirer en étant mutualistes.

Au niveau de notre caisse, nous avons mis en place un groupe de réflexion autour de ce thème qui a abouti à un ensemble de propositions dont un symposium prévu pour les 15 et 16 octobre prochain pour engager un débat sérieux et constructif.

Le groupe de réflexion est constitué de chercheurs universitaires, dont certains sont membres du Cread (Centre de recherche en économie appliquée pour le développement) et dont je fais moi-même partie. C'est la première fois qu'un tel événement traitant de ce sujet est organisé en Algérie.

Cette initiative intervient avec l'anniversaire de la CMA. Nos partenaires de l'événement sont l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) et le Syndicat national des chercheurs permanents (SNCP), ainsi que la Cnas, la Casnos, la CNR, le tout sous le Haut patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité

sociale. Je rappelle que la CMA a été créée le 16 octobre 1969 par Alexandre Chaulet, dont le fils est professeur au CHU de Beni-Messous, qui sera honoré lors du symposium avec d'autres anciens mutualistes qui ont fait émerger la caisse.

Elle a fait l'objet d'une fusion entre la Cima (Caisse interprofessionnelle mutualiste d'Algérie) et la Ccma (Caisse chirurgicale mutualiste d'Algérie). Elle regroupe tous les secteurs d'activité, sur tout le territoire national.

Avec une trentaine de mutuelles, on peut dire que le mouvement mutualiste ne s'est pas vraiment développé. Peut-on parler de recul ?

Effectivement ! Après l'indépendance, il y avait une solidarité entre les travailleurs. Mais malheureusement, ce mouvement s'est essoufflé et a pris du recul. C'est cette situation que nous essayerons de disséquer lors du symposium.

Je crois également qu'il y a une méconnaissance notamment de la part des nouvelles générations qui arrivent sur le marché du travail, sans oublier que nous sommes dans un contexte de concurrence déloyale. Et il faut l'avouer également, les mutuelles font souvent l'objet de mauvaise gestion.

Les caisses mutualistes n'engrangent pas de bénéfices. Elles sont à caractère social. Elles proposent une couverture complémentaire à celle de la Cnas. Du coup, les moyens de les renflouer sont minimes. Ces escarcelles sont alimentées grâce à la solidarité des travailleurs, c'est-à-dire les cotisations, qui sont plus ou moins insignifiantes par rapport à ce qu'on offre comme prestations.

Il faut rappeler aussi que les politiques de restructurations et de privatisation des entreprises publiques ont porté l'estocade au monde du travail avec les fermetures d'entreprises et les départs en retraite anticipée.

Aujourd'hui, on assiste à un retour vers une économie plus nationaliste et le débat tourne autour du patriotisme économique. J'estime que c'est un retour vers une économie plus soucieuse du bien-être de la communauté et des collectivités qu'il faudrait appuyer voire soutenir avec des organismes œuvrant dans la solidarité sociale entre les travailleurs.



Photo : DR

Abdelhakim Berrouk.

Pour revenir à votre interrogation sur le recul du mouvement mutualiste, il y a un constat à faire au-delà de toute surenchère, qui est celui de l'urgence d'un débat pragmatique afin de trouver des solutions idoines pour permettre aux travailleurs de disposer d'une couverture sociale efficiente. Moi-même, je suis issu du mouvement mutualiste auquel je crois dur comme fer.

J'ai été à la Munatec avant de rejoindre la CMA qui est ouverte à tous les secteurs sans exception. Il faut vous dire aussi que notre caisse a vu l'adhésion de nombreux chercheurs et universitaires venus de l'enseignement supérieur.

Quels sont les problèmes que vous rencontrez en tant que gestionnaire de la Caisse ?

Pour être franc, en adhérant à la CMA, nous ne savions pas dans quoi on s'engageait, car c'était loin d'être une caisse sans problèmes. Le premier écueil que nous avons rencontré était l'absence d'organe de gestion. Et cela durait depuis 28 ans ! Une véritable aberration.

Ayant fait ce constat et avec le décès du directeur général de l'époque, le ministère du Travail a désigné un administrateur pour organiser une assemblée générale en août 2006. Grâce aux élections, on a pu enfin dégager des organes de gestion, c'est-à-dire un conseil d'administration et une commission de contrôle. A cet effet, il y a quelques jours, nous avons renouvelé l'équipe dirigeant

te, à sa tête M. Salah Bouabdallah, pour un redéploiement efficace de la caisse. Il faut souligner qu'en l'absence d'organe de gestion, des engagements ont été pris par l'ancien DG, qui ont précipité la CMA dans une situation extrêmement difficile.

Je vous citerai le cas du dépôt d'argent dans les caisses de Khalifa Bank, par l'entremise de la BDL qui a accepté une seule signature alors que c'est illégal.

Nous menons une véritable bataille pour que le liquidateur nous inscrive sur la liste des créanciers auprès de la banque dissoute pour qu'on puisse récupérer cet argent. Le centre de Chrêa pour enfants asthmatiques est également un bien de la CMA, mais il a été confisqué par le ministère de la Solidarité.

Nous lui avons adressé des correspondances et nous attendons toujours d'être éclairés sur la question. Mais ce qui est du domaine de l'incompréhensible, c'est le terrain que la caisse a acheté en 1976 à Tigzirt, sur le littoral, pour y construire un centre de soins et de thalassothérapie et dont nous n'avons toujours pas obtenu l'acte de propriété en dépit d'un jugement exécutoire de la justice, à deux reprises, et que les responsables de l'agence foncière de Tizi Ouzou refusent d'exécuter.

Quand nous avons voulu savoir d'où venait le blocage, on nous a brandi une circulaire du wali qui stipule que le terrain est glissant, sans qu'il y ait la moindre expertise. Nous

avons appris, et vous pouvez le constater de visu, qu'un groupement d'entreprises de travaux publics y a ouvert un chantier pour la construction d'un port de pêche et de plaisance. Ce n'est plus ni moins qu'une spoliation d'un bien qui appartient à des travailleurs.

Vous défendez le mouvement mutualiste. Mais qu'est-ce qui pourrait inciter les travailleurs à y adhérer au lieu d'aller, par exemple, vers une société d'assurances ?

Vous avez raison de poser une telle question, car effectivement, au regard de la concurrence, on est tenté d'établir des comparaisons.

Mais la réponse est simple. Les prestations sont d'ordre social, comme je l'ai déjà dit, une caisse mutualiste offre une couverture complémentaire ; elle complète l'assiette CNAS. Il faut donc être assuré à la Cnas ou la Casnos pour adhérer à une mutuelle.

Ainsi, les remboursements des frais médicaux se font à hauteur de 20 %, non pas sur les 80 % du montant total des frais comme le font certains mais sur les 100 %. On ne triche pas sur cet aspect.

En plus de prestations habituelles telles les indemnités de mariage, décès ou circoncision, les petits appareillages de lunetterie, appareils auditifs, dentiers, etc, nous réfléchissons actuellement à une bonification de la retraite. Pour le moment, nous ne pouvons pas assurer une retraite complémentaire.

Le travailleur reçoit un

pécule à son départ à la retraite. Le montant de ce pécule est calculé selon une grille qui est en cours d'étude. Pour ce faire, nous allons créer un fonds au niveau du Trésor public. Je dois vous dire que c'est l'une de nos préoccupations majeures.

Mais cela dépendra du nombre d'adhérents que nous pourrions avoir. D'ailleurs, à ce propos, je dois vous dire que nous allons entamer une campagne de sensibilisation dans ce sens.

Et nous appelons les travailleurs à une adhésion massive. Il suffit pour cela de se rapprocher de nos bureaux régionaux et remplir un bulletin. Il faut dire aussi que nous avons quatre centres médicaux, à Alger, Constantine, Oran et Annaba, qui disposent chacun de médecins généralistes, dentistes et pédiatres. Nous comptons mettre en place, l'année prochaine, des laboratoires d'analyses et des centres d'imagerie. Les assurés mutualistes ne payent que le ticket modérateur qui est de 70 DA pour prétendre aux soins.

Nous sommes en pourparlers avec la Cnas pour la signature de conventions aux fins de faire fonctionner ces centres correctement et offrir les meilleures prestations qui soient à nos travailleurs mutualistes. Je dois vous informer, aussi, que nous avons émis le vœu d'intégrer le système de la carte Chifa. Mais il semblerait qu'il n'est pas encore tout à fait opérationnel.

F. H.